

ARRETE N°2011 1200 /MFPTSS/CAB
portant liste des actes de gestion des agents
de la fonction publique dévolus aux Présidents
d'Institution et aux Ministres.

**LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE,**

- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n° 2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n° 2011-237/PRES/PM du 21 avril 2011 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2011-329 /PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998, portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique;
- Vu la loi n°019-2005/AN du 18 mai 2005 portant modification de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 ;
- Vu le décret n°2005-045/PRES/PM/MATD du 03 février 2005 portant attributions du Gouverneur de région, du Haut-commissaire de province, du Préfet de département ;
- Vu le décret n°2008-788/PRES/PM/MFPRE/MEF/MATD du 12 décembre 2008 portant modalités de délégation de compétence dans les administrations publiques du Burkina Faso

ARRETE

Article 1 : En application des dispositions de l'article 50 de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique, les actes de gestion des agents de la fonction publique ci-dessous énumérés sont dévolus aux Présidents d'institution et aux Ministres.

Ce sont :

1. l'arrêté de titularisation ;
2. la décision de mise à la disposition d'un ministère ou d'une institution ;
3. l'arrêté d'avancement d'échelon ;
4. l'arrêté de mise en disponibilité ;
5. l'arrêté de renouvellement de disponibilité ;
6. l'arrêté de fin de disponibilité ;
7. l'arrêté de fin de disponibilité et de remise en activité ;
8. l'arrêté de suspension de fonctions ;
9. l'arrêté de levée de suspension de fonctions ;
10. l'arrêté de détachement ;
11. l'arrêté de renouvellement de détachement ;
12. l'arrêté de fin de détachement ;
13. l'arrêté de fin de détachement et de remise en activité ;
14. l'arrêté de mise en position de stage de perfectionnement ;
15. l'arrêté de fin de stage et de remise en activité ;
16. l'arrêté de mise en position de stage de spécialisation ;
17. l'arrêté de nomination et d'octroi de bonification d'échelons au profit des conseillers pédagogiques de l'enseignement secondaire général et technique et des assistants ;
18. l'arrêté de congé de maladie de courte durée supérieure à sept (7) jours et inférieure à trois (03) mois ;
19. l'arrêté de bonification d'échelon pour décoration ;
20. la décision de prime d'ancienneté ;
21. la décision de congé de maternité ;
22. la décision d'affectation ;
23. la décision d'exclusion temporaire des fonctions de seize (16) jours au minimum et de trente (30) jours au maximum ;
24. la décision de congé administratif ;
25. la décision de suspension de contrat ;
26. le renouvellement de la décision de suspension de contrat ;
27. la décision de fin de suspension de contrat ;
28. la décision de fin de suspension de contrat et de remise en activité.

Article 2 : L'avertissement, le blâme et l'exclusion temporaire de fonctions de quinze (15) jours au maximum sont des sanctions disciplinaires de premier degré.

A ce titre, elles sont prononcées par les supérieurs hiérarchiques immédiats dans les conditions fixées par la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique et la loi modificative n°019-2005/AN du 18 mai 2005.

Article 3 : Le Ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale et le Ministre de l'économie et des finances reçoivent ampliation des actes sus-cités.

Article 4 : Le Ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale peut procéder à l'audit de ces actes.

Article 5 : Tout acte pris en dehors de la liste citée à l'article 1 ci-dessus, est nul et de nul effet.

Article 6 : Les actes ci-dessus cités font partie des compétences d'attributions des Présidents d'institution et des Ministres. Ils peuvent en faire délégation aux Secrétaires généraux de leurs institutions ou des départements ministériels conformément au décret n°2008-788/PRES/PM/MFPRE/MEF/MATD du 12 décembre 2008 portant délégation de compétence dans les administrations publiques du Burkina Faso.

Article 7 : Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2009-0535/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 27 mars 2009 portant liste des actes de gestion des agents de la fonction publique dévolus aux Présidents d'institutions et aux Ministres ensemble ses actes modificatifs, notamment l'arrêté n°2009-0991/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 7 mai 2009 et l'arrêté n° 2009-2181/MFPRE/SG/DGFP/DGCE du 30 octobre 2009.

Article 8 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 12/10/2011


Soungalo Appolinaire OUATTARA
Le Ministre Officier de l'ordre national

Ampliations :

PM
MFPTSS
Tous Ministères
Toutes Institutions
DGCF
Solde
Trésor
CARFO
JO